

Rouge ou bleu? Souveraineté ou fédéralisme? La politique au XX^e siècle

Vincent Lemieux

Number 59, Fall 1999

Coup d'oeil sur le vingtième

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7682ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemieux, V. (1999). Rouge ou bleu? Souveraineté ou fédéralisme? La politique au XX^e siècle. *Cap-aux-Diamants*, (59), 15–18.

LA POLITIQUE AU XX^e SIÈCLE

PAR VINCENT LEMIEUX

Quand commence le XX^e siècle, Wilfrid Laurier est la figure dominante de la politique au Québec, aussi bien sur le plan provincial que sur le plan fédéral. Premier ministre libéral du Canada depuis 1896, son prestige explique en bonne partie la victoire des libéraux provinciaux, aux élections de 1897, après six ans dans l'opposition. Un vote pour Edmund James Flynn, le chef du Parti conservateur, est un vote contre Laurier, disent les libéraux, au cours de la campagne électorale.

Avec ces victoires des libéraux fédéraux et provinciaux s'ouvre la première des trois périodes qu'on peut distinguer dans la politique au Québec, au cours du XX^e siècle. Cette période dure jusqu'au milieu des années 1930.

LA DOMINATION DU PARTI LIBÉRAL (1900-1936)

L'ascendant de Laurier est tel qu'en 1900 et en 1904 les élections provinciales sont déclenchées quelques jours après sa victoire sur le plan fédéral.

Le gouvernement libéral à Ottawa est plus favorable à l'autonomie provinciale que les conservateurs, considérés comme des centralisateurs. Laurier augmente les subsides aux provinces et les conférences fédérales-provinciales deviennent plus fréquentes.

À cette époque, les partis provinciaux ne sont que des succursales des partis fédéraux et les gouvernements qu'ils dirigent ressemblent à de grosses administrations municipales. Cette situation dure tout au long de la période 1900-1936.

La victoire du Parti conservateur aux élections de 1911, contre les libéraux de Laurier, crée une situation nouvelle. Un gouvernement libéral, à Québec, se trouve confronté à un gouvernement conservateur à Ottawa, qui n'est toutefois appuyé que par une minorité de députés fédéraux du Québec, la majorité demeurant libérale.

Les libéraux du Québec, réélus en 1912, 1916 et 1919, profitent des gestes des conservateurs contre les Canadiens français du Québec et d'ailleurs. L'imposition de la conscription militaire, en 1917,



Quand commence le XX^e siècle, Wilfrid Laurier est la figure dominante de la politique au Québec, aussi bien sur le plan provincial que sur le plan fédéral. Carte postale photographique de A. R. Roy, Lévis. (Collection Yves Beauregard).



William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Chef du Parti libéral en 1919, il est premier ministre du Canada de 1921 à 1930, puis de 1935 à 1948. Photographie Signal Corps, 1944. (Collection Yves Beauregard).

XX^e
siècle



Maurice Le Noblet Duplessis (1890-1959). Élu chef du Parti conservateur provincial (1933), il fonde l'Union nationale en 1936 ; premier ministre de la province de Québec de 1936 à 1939, puis de 1944 à 1959. Photographie H. Vertey. (Collection Yves Beaugard).



Louis-Stephen Saint-Laurent (1882-1973), premier ministre du Canada de 1948 à 1957. Timbre émis par Postes Canada, en 1972. (Collection Yves Beaugard).

est le plus célèbre de ces gestes. Il déconsidère le Parti conservateur pour longtemps aux yeux des électeurs canadiens-français.

Dans les années 1920, William Lyon Mackenzie King dirige un gouvernement libéral à Ottawa, et Louis-Alexandre Taschereau, un gouvernement libéral à Québec. Ce sont des années de prospérité et d'affirmation de l'autonomie provinciale.

Au début des années 1930, s'engage une transition qui mènera à la période suivante. Le Parti conservateur est élu, à Ottawa, mais les conservateurs du Québec, menés par Camillien Houde puis par Maurice Duplessis, s'éloignent du parti fédéral. Le Parti libéral, dirigé par Taschereau, forme toujours le gouvernement du Québec. Comme le gouvernement conservateur d'Ottawa, il est vite dépassé par la crise des années 1930. Il est de plus accusé de corruption et déchiré par des dissensions internes.

De jeunes libéraux, menés par Paul Gouin, forment l'Action libérale nationale, qui se coalise avec le Parti conservateur. La coalition dite d'union nationale vient tout près de gagner les élections de 1935. Elle devient le parti de l'Union nationale, avec Duplessis comme chef, et remporte, en 1936, une victoire écrasante, qui met fin à 39 ans de règne libéral.

APOGÉE ET DÉCLIN DE L'UNION NATIONALE (1936-1970)

Quand elle forme le gouvernement du Québec, en 1936, l'Union nationale se trouve face à un gouvernement libéral, à Ottawa. Le gouvernement conservateur de William Bennett a en effet été défait par les libéraux de King, en 1935. L'opposition entre des gouvernements de partis différents est d'ailleurs caractéristique de la période.

Un premier affrontement important se produit, en 1939, quand Duplessis va en élection, dans une conjoncture de début de guerre. Les ministres fédéraux du Québec interviennent dans la campagne électorale, en se présentant comme des remparts contre une éventuelle conscription que pourrait être tenté d'imposer leur gouvernement. Il y aura en fait un plébiscite, en 1942, sur la conscription. Elle sera rejetée par à peu près tous les Canadiens français.

Le Parti libéral, dirigé par Adélard Godbout, remporte, en 1939, une victoire tout aussi éclatante que celle de l'Union nationale, trois ans auparavant. Il gouverne à nouveau le Québec jusqu'en 1944, adoptant des mesures progressistes dont le droit de vote accordé aux femmes et la création d'Hydro-Québec. Aux élections de 1944, l'Union nationale et un autre parti nationaliste, le Bloc



populaire, reprochent aux libéraux de n'avoir pas résisté suffisamment aux mesures centralisatrices d'Ottawa, durant les années de guerre.

L'Union nationale gagne ces élections, même si elle a un peu moins de votes que le Parti libéral. Toujours dirigée par Duplessis, elle est également victorieuse en 1948, 1952 et 1956, grâce à une conjoncture économique favorable et à la défense de l'autonomie provinciale contre le gouvernement libéral d'Ottawa, dirigé par Louis Saint-Laurent. Les libéraux de Québec sont présentés comme les valets de ceux d'Ottawa.

Duplessis apparaît donc comme le champion de l'autonomie provinciale, contre les libéraux d'Ottawa qui n'en demeurent pas moins le seul parti acceptable par la grande majorité des électeurs du Québec. Les bleus et les rouges profitent tous deux du patronage de leur parti de gouvernement respectif, ce qui contribue à maintenir la domination de ces partis chez les électeurs.

Cet arrangement avantageux prend fin en 1957 quand le Parti conservateur forme un gouvernement minoritaire à Ottawa. L'année suivante, il remporte une victoire écrasante partout au Canada. Pour la première fois au XX^e siècle, le Québec envoie à Ottawa une majorité de députés conservateurs (50 sur 75). Deux ans plus tard, en 1960, après la mort de Duplessis, le Parti libéral de Jean Lesage défait l'Union nationale et lance la Révolution tranquille. La nationalisation de l'électricité et la réforme de l'éducation en seront les mesures les plus célèbres.

Dès 1963, le gouvernement redevient libéral à Ottawa, les créditistes faisant élire comme en 1962 plus de députés que les conservateurs. L'année suivante, le Parti libéral provincial devient autonome par rapport au parti fédéral, avant d'être battu, en 1966, par une Union nationale qui n'obtient pourtant que 41 % des votes, contre 47 % aux libéraux.

En 1968, des libéraux dissidents forment avec des indépendantistes du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et du Ralliement national (RN) le Parti québécois, mené par René Lévesque. La même année, Pierre Elliott Trudeau devient premier ministre du Canada, à la tête du Parti libéral. Une nouvelle période s'amorce, ce qui devient évident lors des élections provinciales de 1970, remportées par le Parti libéral de Robert Bourassa, le Parti québécois obtenant plus de votes que l'Union nationale.

LE PARTI QUÉBÉCOIS CONTRE LE PARTI LIBÉRAL (1970-1999)

Durant la première période du siècle, la domination des libéraux avait été quasi totale. Durant la deuxième, l'Union nationale a gouverné 23 an-

nées sur 34, et le Parti libéral fédéral 28 années. Au cours de la dernière période, la compétition est plus grande. Le Parti libéral et le Parti québécois gouvernent le Québec pendant le même nombre d'années ou presque. À Ottawa, le Parti conservateur fait mieux que durant les deux périodes précédentes, jusqu'en 1993 tout au moins.

L'Union nationale, qui ne fait élire aucun député en 1973, connaît une brève rémission, en 1976, quand le Parti québécois forme pour la première fois le gouvernement du Québec. Elle disparaît pour de bon, après le référendum de 1980, où



Jean Lesage (1912-1980).
Premier ministre du Québec de 1960 à 1966. Il pose ici lors des élections de 1962 en compagnie de René Lévesque et de Paul Gérin-Lajoie. (Photographie Réal Saint-Jean, La Presse).

60 % des électeurs refusent de donner au Parti québécois le mandat de négocier la souveraineté-association. À partir de ce moment, la politique au Québec devient très polarisée entre libéraux et péquistes. Seuls le Parti égalité, en 1989, et l'Action démocratique, en 1994 et en 1998, viennent briser un tant soit peu cette polarisation.

La polarisation fait tache d'huile sur le plan fédéral, du côté souverainiste. Le Parti conservateur de Brian Mulroney est élu à Ottawa, en 1984, avec l'appui des péquistes, et le Bloc québécois porte la cause souverainiste sur la scène fédérale aux élections de 1993 et de 1997. Entre les deux partis libéraux, la solidarité n'est toutefois pas très grande.

Quand le Parti québécois revient à la direction du gouvernement, en 1994, après neuf années de gouvernement libéral, il s'engage dans la préparation d'un nouveau référendum. Il le perdra



Pierre Elliott Trudeau devient premier ministre du Canada, à la tête du Parti libéral, en 1968. Photographie anonyme, sans date. (Collection Yves Beauregard).

Première réunion du cabinet du premier ministre du Québec, René Lévesque, en 1976. (Fonds *Montreal Star*. Archives nationales du Canada).



de justesse, l'année suivante, après que Lucien Bouchard ait pratiquement remplacé le premier ministre, Jacques Parizeau, à la tête des forces du «Oui». Bouchard deviendra d'ailleurs premier ministre, peu de temps après, à la suite de la démission de Parizeau. Contrairement à l'Union nationale, qui n'a eu qu'un grand leader, Duplessis, le Parti québécois semble avoir trouvé en Bouchard un chef aussi charismatique que René Lévesque.

À L'AUBE DU XXI^E SIÈCLE

Durant le premier tiers du XX^e siècle, le Parti libéral a fait valoir à Ottawa et à Québec l'amalgame réussi du nationalisme canadien-français et d'une formule pragmatique de gouvernement. Puis de façon moins soutenue, l'Union nationale a réussi cet amalgame, de 1936 à 1970. De façon moins soutenue encore, le Parti québécois est porté depuis 1970 par une cause faite de la souveraineté du Québec et de l'interventionnisme étatique, tous deux menacés en cette fin de siècle.

Face à un Parti libéral qui demeure aussi populaire que lui chez les électeurs, et à une Action démocratique en progrès depuis 1994, combien de temps encore le Parti québécois pourra-t-il se donner une formule gagnante? ♦

Vincent Lemieux est professeur à l'Université Laval.

